



APPEL À PROJETS EN FORÊT DOMANIALE DE NOIRMOUTIER

CAMPING « Le Midi »

(Domaine privé de l'Etat)

Dossier de Consultation

Date : 4 juillet 2025



CONTEXTE DE L'APPEL À PROJETS

Créé en 1964, l'Office national des forêts (ONF) est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) disposant d'une autonomie administrative et financière, et placé sous la double tutelle du ministère de l'agriculture et du ministère de l'écologie.

L'ONF est l'un des acteurs majeurs du développement durable en France. Sa mission principale est d'assurer la gestion des forêts publiques qui représentent 1 300 forêts domaniales (appartenant à l'Etat) et 15 600 forêts de collectivités, soit 25% de la forêt française. Les territoires qui lui sont confiés couvrent plus de 10 millions d'hectares (4,7 millions d'hectares en métropole et 6 millions en outre-mer) dont un demi-million d'hectares d'espaces non forestiers : dunes, landes, zones de montagne...

La démarche d'appel à projets

L'ONF organise des appels à projets afin de permettre l'occupation de sites à des tiers ayant su démontrer au préalable l'intérêt de leur projet et leur bonne articulation avec la gestion durable menée par l'ONF.

La démarche de l'ONF s'inscrit dans une politique de mise en valeur du domaine privé forestier de l'Etat dans le respect de l'exercice de ses missions de gestion des forêts.

La démarche vise ainsi à faire émerger et à identifier des projets de qualité susceptibles de valoriser des sites aujourd'hui non valorisés ou ne présentant pas les critères suffisants pour entrer en l'état dans l'action de préservation de la biodiversité, d'accueil des publics ou de sylviculture.

Dans tous les cas, les projets devront être compatibles avec les aménagements forestiers et, d'une manière générale, avec la gestion forestière durable mise en œuvre par l'ONF.

ARTICLE 1 - Objet de l'appel à projets

La présente consultation a pour objet l'attribution d'un terrain pour exercer une activité de camping en forêt domaniale en vue de son exploitation.

Le candidat retenu, à l'issue de la procédure de consultation, sera autorisé à conclure avec l'ONF une **convention d'occupation temporaire du site**, pour la réalisation du projet présenté. La convention d'occupation octroie au bénéficiaire un droit temporaire d'occupation pour l'exploitation sur le périmètre géographique précité et ceci à l'issue de l'obtention de toutes les autorisations requises pour la construction et l'exploitation.

ARTICLE 2 - Conditions d'occupation

2.1. Contexte juridique et réglementaire

La présente consultation, visant à attribuer à un opérateur économique une portion du domaine privé forestier de l'Etat aux fins d'y exercer une activité lucrative en lien avec la mise en valeur du milieu naturel forestier, est étrangère aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, au décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et à l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concessions.

Cette consultation, tout en respectant les principes de liberté d'accès des candidats et d'impartialité dans le choix de l'opérateur, est une procédure de droit privé exclusivement régie par les principes posés par le présent « Dossier de Consultation ».

2.2. Réglementation liée à l'activité

Autorisation d'accueil du public ERP

Réglementation sur les campings

Réglementations sanitaires

Réglementation DFCI

Voir annexe 3 de la convention d'occupation temporaire

2.3. Description de l'occupation autorisée

L'occupant est autorisé à exercer sur le site de l'ONF décrit à l'article 1 du dossier de consultation une activité compatible avec la gestion forestière durable mise en œuvre par l'ONF en application de l'aménagement forestier.

Activité autorisée :	CAMPING
----------------------	----------------

Il est bien rappelé qu'aucun contrat valant autorisation d'occupation du domaine forestier privé de l'état par l'ONF ne se substitue aux autorisations requises par la réglementation en vigueur, notamment au titre des autorisations nécessaires à l'activité envisagée. Ces autorisations sont (liste non exclusive) :

Autorisation 1	<i>Permis de construire et documents de conformités pour l'ouverture aux publics</i>
Autorisation 2	<i>Arrêté préfectoral ou classement Atout France</i>
Autorisation 3	<i>Assurances pour l'exploitation</i>

Par ailleurs, le présent appel à projet ne préjuge pas de l'avis réglementaire au dossier définitif des installations situées en forêts domaniales et déposé par le bénéficiaire auprès des autres services de l'Etat.

La convention d'occupation ne confère aucune autorisation foncière relative aux propriétés hors forêts domaniales.

En remettant une offre, l'occupant s'engage à :

- **Obtenir toutes les autorisations administratives** nécessaires à l'exercice de l'activité autorisée et de leur renouvellement pendant toute la durée de l'occupation.
- **Accomplir toutes les formalités administratives** nécessaires requises par la réglementation en vigueur, pendant toute la durée de l'occupation ;
- **Respecter la réglementation et les normes en vigueur** pendant la durée de l'occupation ;
- **Respecter les conditions techniques particulières** (annexe 3) du contrat, pendant toute la durée de l'occupation ;
- **Ne pas accorder à un tiers un droit à occuper les lieux**, qu'il s'agisse d'une sous-location, « co-location » ou toute autre situation assimilable à une telle sous-location ou co-location ; les sous concessions n'étant pas autorisées.
- Déposer un dossier pour l'obtention de **l'écolabel européen** ou équivalent.

L'ONF ne sera en aucun cas responsable de tout éventuel refus d'octroi ou de refus de renouvellement des autorisations nécessaires à l'activité de camping

2.4. Durée de l'occupation

La convention d'occupation conférant un droit privatif en forêt domaniale est conclue à compter de la signature du contrat par les parties et pour une durée définie ainsi :	15 (quinze) années Du 01/01/2026 au 31/12/2040
--	---

2.5. Conditions financières de l'occupation

Le terrain est mis à disposition moyennant le versement d'une contrepartie financière constituée des frais de dossier, des frais de déboisement le cas échéant, d'une redevance pour l'occupation du terrain et d'un intéressement sur le volume d'activité réalisée.

♦ Les frais de dossier et de déboisement

Les frais de dossier correspondent au temps passé par les services pour l'instruction du dossier. Les frais de déboisement correspondent au prix des arbres coupés calculés par l'ONF selon la valeur actuelle et selon la valeur à venir ;

Frais de dossier	1 000 € HT (mille euros Hors Taxe) soit 1 200 € TTC (mille deux-cents euros Toutes Taxes Comprises)
Frais pour déboisement (Estimation de calcul transmis séparément)	Sans objet

♦ La redevance pour l'occupation du terrain mis à disposition

La redevance est fixée par les services VALPAT sur la base des valeurs locatives locales pour des terrains similaires lorsqu'elles sont connues, ou d'une valeur fixée en fonction des caractéristiques du terrain mis à disposition prenant en compte son emplacement, la pression foncière et sa rareté. Cette redevance fait l'objet d'une facturation au 1^{er} janvier pour l'année civile à venir (condition financière « à échoir »).

Redevance annuelle (hors champ de TVA)

400 000 € euros (quatre cent mille euros) pour une surface de 13.0072 ha

♦ L'intéressement

L'intéressement est fixé par le candidat : il se compose d'un pourcentage sur le chiffre d'affaires réalisé l'année n-1 avec un montant minimum garanti à l'ONF quel que soit le résultat financier réalisé.

Pourcentage sur le chiffre d'affaires réalisé l'année n-1

A renseigner par le candidat en Annexe 4c
(Le candidat proposera au minimum 5 %)

Montant minimum garanti (TVA 20 %), quel que soit le chiffre d'affaires réalisé

A renseigner par le candidat en Annexe 4c
(Le candidat proposera au minimum un montant minimum garanti de 100 000 €)

2.6. Caution

Obligation

Pour garantir l'exécution des obligations incombant au titulaire et notamment le paiement des redevances et charges diverses, le titulaire remettra à l'ONF, en même temps que le contrat signé, une caution bancaire solidaire correspondant à une année de la redevance annuelle et valable pour toute la durée du contrat et jusqu'à signature de l'état des lieux de sortie par les deux parties. Le titulaire s'engage à payer toute somme due sans pouvoir limiter son engagement à moins d'une annuité.

Si pour un motif quelconque, et nonobstant son engagement pour toute la durée du contrat, la caution solidaire venait à disparaître avant le terme du contrat, le titulaire devra présenter une nouvelle caution bancaire solidaire, dans les 30 jours qui suivent la disparition de la caution initiale. A défaut, il encourt la résiliation de son contrat.

Mise en cause de la caution

L'ONF est fondé à agir directement contre la caution solidaire pour obtenir le paiement de toute somme due par le titulaire. Conformément à l'article 2021 du code civil, la caution solidaire est tenue de s'exécuter sans pouvoir invoquer le bénéfice de la discussion. Elle ne peut refuser de respecter son engagement tant que les montants par elle acquittés n'ont pas atteint le seuil minimum des paiements qu'elle s'est engagée à garantir, seuil qui ne peut être inférieur à une annuité de redevance.

2.7. Impôts et taxes

L'occupant sera redevable de tous les impôts et taxes prévus à l'article 13.8 des conditions générales du contrat.

2.8. Travaux d'aménagements

Le bénéficiaire s'engage à respecter les prescriptions du cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers (CNPTSF) disponible sur www.onf.fr.

Aucune construction, ni aménagement du site ne sera autorisé pendant la durée du contrat de réservation.

Les travaux d'aménagement du site pourront être mis en œuvre après la conclusion de la convention d'occupation et seront à la charge exclusive de l'occupant.

L'occupant fera son affaire personnelle de l'obtention de toutes les autorisations préalables, émanant des administrations ou des tiers, nécessaires à la réalisation de ces travaux.

2.9. Reprise de l'immobilier et du mobilier

L'immobilier et autres équipements

Le camping du Midi comprend actuellement :

BIENS IMMOBILIERS	Surface bâtie (en m2)	Surface totale (en m2)
Bloc sanitaire 1	333.95	333.95
Bloc sanitaire 2	689.01	689.01
Bloc sanitaire 3	330.60	330.6
Espace stockage	169.78	169.78
Bloc sanitaire 4	186.28	186.28
Espace snacking-bar	907.01	907.01
Espace piscine	1800	1800
Espace accueil, maison du gardien	438.78	438.78
	4 855.41	4 855.41

2.10. Classement Atout France

Le Camping du Midi a fait l'objet d'un classement en 5 étoiles le 4 mai 2022 pour une durée de 5 ans :

Capacité d'accueil de l'établissement (en nombre d'emplacements) : 388

- 222 emplacements nus non raccordés en eau et assainissement
- 0 emplacements « confort caravane » ;
- 0 emplacements « grand confort caravane » ;
- 166 emplacements destinés à l'accueil exclusif d'hébergements équipés pour se raccorder à tous les branchements et comportant en leur sein des sanitaires privatifs ;
- 0 emplacement de l'aire de stationnement pour autocaravanes.

Le guide de gestion durable des campings du littoral atlantique s'applique à ce camping (cf. annexe 2.4. de la fiche descriptive du site). **En conformité avec les critères du guide de gestion, L'ONF applique un seuil maximal de 45 emplacements à l'Hectare soit une autorisation pour le futur contrat de 585 emplacements maximum.**

2.11. Assurances

L'occupant doit être assuré selon les conditions prévues à l'article 12 du cahier de conditions générales du contrat.

Conditions de remise des offres

ARTICLE 3 - Principes généraux de l'appel à projets

La démarche d'appel à projets a pour objectif de valoriser des sites (terrains) situés en forêt domaniale.

Cette valorisation sera assurée par des opérateurs privés ou publics dont les projets sont compatibles avec la gestion forestière durable assurée par l'ONF et présentant un intérêt pour la société.

L'ONF assure la présente procédure de consultation, au nom et pour le compte de l'Etat, dans le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement des candidats.

Peuvent participer à cet appel à projets, tous candidats ayant retiré le présent dossier de consultation. Les communes et les établissements publics de coopération peuvent participer à cet appel à projets en application des articles L. 2224-32 et L. 2224-33 du code général des collectivités territoriales.

Les candidats devront remettre toutes les informations et documents requis dans le cadre de la présente consultation.

Il est précisé à ce titre que le dossier de consultation comporte les pièces suivantes :

- **Le règlement de la consultation** fixant les conditions et modalités de l'appel à projets et ses annexes :
 - o Annexe 1 – Calendrier de la consultation ;
 - o Annexe 2 – Fiche descriptive du site comprenant les sous-annexes :
 - Annexe 2.1 – Classement Atout France
 - Annexe 2.2 – Plan cadastral
 - Annexe 2.3. a – PPRL – Plan de préservation des risques littoraux de l'Île de Noirmoutier : Arrêté préfectoral N° 15-DDTM85-435 approuvé le 30 octobre 2015
 - Annexe 2.3.b – Arrêté Cadre Interdépartemental relatif à la mise en place de mesures de prévention des incendies de forêt et de protection des forêts contre l'incendie 2023-DRAAF-39
 - Annexe 2.3.c – Arrêté N°14 SIDPC-SDIS 246 réglementant la prévention contre les risques d'incendie et de paniques sur les terrains de campings, caravanage, aires d'accueil d'autocaravanages, parcs résidentiels de loisirs à gestion hôtelière et installations assimilées
 - Annexe 2.3. d – Arrêté N°22/CAB-SIDPC/429 portant approbation de la liste des terrains de camping exposés aux risques majeurs dans le département de la Vendée
 - Annexe 2.4 – Guide de gestion durable des campings du littoral Atlantique
 - o Annexe 3 – Certificat de visite du site ;
 - o Annexe 4a – Formulaire de présentation de la candidature ;
 - o Annexe 4b – Présentation synthétique du projet par le candidat ;
 - o Annexe 4c – Synthèse de l'offre (à renseigner par le candidat) **et notice explicative**
- **La convention d'occupation temporaire et ses annexes**, à compléter par le candidat, qui sera signé et constitue la pièce majeure de l'offre ;
 - o Annexe 1 – Les conditions générales du 13 décembre 2022
 - o Annexe 2 – Description du site - plans :
 - o Annexe 2.1 – Plan de situation du camping – Géoportail
 - o Annexe 2.2 – Fiche détaillée de la parcelle (<https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/>)
 - o Annexe 2.3 – Plan de délimitation du terrain de camping (géomètre)
 - o Annexe 2.4 – Schéma d'implantation des emplacements, des bâtiments, des accès pompiers et des voies de circulation à l'intérieur du camping
 - o Annexe 3 – Conditions techniques particulières
 - o Annexe 4 – État des lieux d'entrée/sortie (avec constat d'huissier)
 - o Annexe 5 – Autorisations administratives nécessaires à l'activité ;
 - o Annexe 6 - **Plan de gestion** durable du camping – Travaux envisagés
 - o Annexe 7 – Fiche des pénalités contractuelles ;
 - o Annexe 8 – Diagnostic des bâtiments (amiante)
 - o Formulaire de dépôt de garantie **complété et signé**

ARTICLE 4 - Visite du site

Une visite des lieux pourra être effectuée en présence du Responsable local Monsieur Guillaume SIMON, technicien forestier territorial en charge du site et éventuellement d'un représentant du pôle valorisation du patrimoine. Cette visite, commune à tous les candidats en ayant fait la demande, aura lieu de **10 h à 13 h le 4 septembre 2025**

Les candidats intéressés devront s'inscrire avant **le 3 septembre 2025 à 12h** par mail auprès de l'ONF à guillaume.simon@onf.fr ET sophie.lossouarn@onf.fr

Le candidat affirme qu'il a pris connaissance des lieux, et a pris la mesure de ses contraintes directes ou indirectes et des différentes réglementations.

Il ne pourra en aucun cas se retourner contre l'ONF.

L'annexe 3 « Certificat de visite » fait partie des pièces du dossier remis par le candidat.

Modalités de présentation des candidatures et des offres

Le candidat remet un dossier composé des pièces indiquées ci-après.

ARTICLE 5 - Contenu du dossier à remettre

5.1. Les documents relatifs à la candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier de candidature complet comprenant les documents indiqués dans les annexes 4a,4b,4c, datés et signés par la personne habilitée à engager l'opérateur économique. Ces éléments permettront d'apprécier les capacités juridiques, financières et techniques du candidat. Elle permet en outre d'apprécier l'expérience du candidat.

Les candidatures qui ne comporteront pas les documents précités relatifs à la candidature seront rejetées. Toutefois, certaines erreurs, omissions ou incomplétudes de la candidature pourront faire l'objet d'une demande de régularisation à la demande de l'ONF. Cette demande de régularisation constitue une faculté de l'ONF. Le candidat devra y répondre dans le délai imparti par l'ONF.

Seuls les candidats sélectionnés à l'issue de l'analyse des candidatures pourront voir leurs offres analysées selon les modalités prévues à l'article 8 du dossier de consultation.

5.2. Les documents relatifs à l'offre

Les offres des candidats sont rédigées en langue française ainsi que tous les documents de présentation associés.

Tous les éléments financiers doivent être exprimés en euros et toutes taxes comprises.

Les candidats remettront à l'appui de leur offre les documents suivants :

1. **Une lettre de motivation** dûment signée du candidat indiquant ses intentions et sa motivation ;
2. **La convention d'occupation temporaire et ses annexes**, à compléter par le candidat, dûment datée et signée
3. **L'annexe 4a – Formulaire de candidature**
4. **L'annexe 4b – Description du projet**
5. **L'annexe 4c – Synthèse financière et notice explicative**
 - L'offre du candidat
6. **Tous éléments permettant la bonne compréhension du projet d'un point de vue technique, environnemental et financier :**
 - **Un dossier détaillé de présentation du projet** avec :
 - Un plan de masse prévisionnel permettant de situer l'implantation des installations ainsi que la superficie nécessaire à l'emprise des installations autorisées ;
 - Une description des travaux d'aménagement et installations nécessaires à l'exercice de l'activité autorisée, en conformité avec les prescriptions du guide de gestion durable des campings du littoral atlantique (Annexe 2.4. du présent Dossier de Consultation)
 - Une description technique de la mise en œuvre des travaux et installations nécessaires à l'exercice de l'activité ;
 - **Un dossier décrivant l'impact environnemental du projet sur le site et son environnement**
 - Une note comprenant les solutions proposées pour permettre la protection et la mise en valeur de l'environnement et répondre aux contraintes environnementales énoncées aux conditions techniques particulières,
 - La prise en compte des réglementations applicables au site
 - **Un dossier décrivant le parcours financier du projet et ses investissements**
 - **Le business plan** prévisionnel détaillé sur les 5 premières années du contrat, présentant le compte de résultat prévisionnel comprenant :
 - Le montant détaillé du chiffre d'affaires brut annuel prévisionnel ;
 - Le montant des investissements et amortissements prévisionnels ;
 - Les modalités de financement (fonds propres, prêts bancaires) ;

- Le montant de la redevance annuelle, de l'intéressement et du montant minimum garanti conformément à l'article 2.5 du dossier de consultation

5.3. Durée de validité du dossier d'offre

L'offre est irrévocable et engage les candidats pendant une durée de 120 jours à compter de la date limite de réception de leur dossier d'offres.

MODALITES DE TRANSMISSION DES DOSSIERS D'OFFRE

ARTICLE 6 - Renseignements

Le dossier de consultation est publié sur www.marches-publics.gouv.fr

Tout renseignement fait l'objet d'une demande obligatoirement via la plateforme www.marches-publics.gouv.fr

Toute demande de renseignement est également à adresser à :

sophie.lossouarn@onf.fr ET guillaume.simon@onf.fr

ARTICLE 7 - Format et transmission des dossiers d'offre

Les dossiers doivent être communiqués à l'ONF par voie électronique, à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr

Les dossiers doivent être déposés au plus tard à la date indiquée dans le calendrier de l'appel à projets.	Mardi 30 septembre 2025 à 12 heures
--	--

PROCÉDURE DE SÉLECTION DES DOSSIERS D'OFFRES

ARTICLE 8 - Critères de sélection

Les offres seront évaluées selon les critères suivants :

Critère	Description détaillée	Note
Financier	Montant de l'intéressement constituant l'offre, en conformité avec l'article 2.5 du dossier de consultation <ul style="list-style-type: none"> - % du chiffre d'affaires. 15 points - Montant minimum garanti. 20 points - Garanties financières, cohérence du business plan. 5 points 	/40
Qualité technique et sociétale de la proposition	Qualité architecturale et paysagère. 10 points Qualité du programme d'animation / concertation. 5 points Références et expériences professionnelles, visite du site. 5 points La qualité du rapport site – niveau d'investissement au regard de l'état actuel du site. 10 points	/ 30
Qualité environnementale du projet	La conformité du projet avec les objectifs du plan de gestion durable des campings du littoral atlantique. 10 points Les programmes d'interventions et de travaux. 10 points La prise en compte des réglementations applicables au site (enjeux du site au titre de l'urbanisme, des risques naturels, de la sécurité incendie, des espèces et espaces naturels...). 10 points	/ 30
TOTAL		/ 100

8.1. L'analyse du critère financier

L'analyse du critère financier prend en compte uniquement l'intéressement offert à l'ONF. L'intéressement est déterminé par un pourcentage sur le chiffre d'affaires avec un engagement d'un montant minimum garanti par le candidat quel que soit le bilan économique de l'exploitation. Le candidat offrant le meilleur intéressement obtient le maximum de points. Les sous-critères suivants sont examinés :

- Le **pourcentage du chiffre d'affaires**.
- Le **montant minimum garanti**.
- Les **garanties financières**, et la cohérence du business plan adapté.

8.2. L'analyse du critère de la qualité technique et sociétale de la proposition

La qualité technique et sociétale du projet décrit la capacité du projet à avoir un impact positif sur la trajectoire sociétale de la forêt. En d'autres termes, le projet a une bonne note s'il est conforme ou s'il renforce la politique de l'ONF en matière d'accueil du public et de participation aux attentes sociétales de la forêt au sein du territoire.

Sont examinés les sous-critères suivants :

- La qualité architecturale et paysagère** des aménagements envisagés, le cas échéant, y compris les abords et leurs modalités d'entretien, privilégiant toujours l'utilisation du bois, des filières locales et une économie de moyen au moment des travaux. Sont aussi examinés le dimensionnement du projet, l'emprise physique sur le site et son impact en matière de visibilité interne et externe. Un calendrier ou « planning de réalisation »

indique obligatoirement les engagements du candidat pour la mise en œuvre des investissements et leur entretien sur la durée du contrat.

- b. **La qualité du programme d'animation/concertation** proposé au regard des attentes connues à l'heure de l'appel à projets des usagers de la forêt. Ce programme est résumé par des actions et l'estimation du nombre de personnes présentes sur le site (personnel d'encadrement des visiteurs) selon les saisonnalités du projet ainsi que les équipements et moyens mis en œuvre.
- c. **Les références et expériences professionnelles, la visite du site.** La participation à la visite du site sera prise en compte dans ce critère.
- d. **La qualité du rapport site – niveau d'investissement** au regard de l'état actuel du site. Est examiné attentivement le dimensionnement de la structure humaine envisagée pour la gestion du site et son entretien. Le dimensionnement de cette structure doit apporter toutes les garanties sur la pérennité de l'activité indépendamment des éléments financiers.

8.3. L'analyse du critère de la qualité environnementale du projet

L'analyse de la qualité environnementale traduit l'impact positif ou négatif du projet sur la trajectoire environnementale du site. A ce titre sont examinés, les sous-critères suivants :

- a. **La conformité du projet avec les objectifs environnementaux du plan de gestion durable des campings du littoral atlantique :**
 - Adéquation des programmes paysagers prévus par le candidat avec les orientations sylvicoles de l'aménagement à l'intérieur et, le cas échéant, à l'extérieur du site concerné par l'ONF;
 - Respect et prise en compte des enjeux environnementaux du site (voire du massif) et de ses abords ;
- b. **Programmes d'interventions concernant :**
 - L'entretien et la valorisation des abords ;
 - La gestion des déchets ;
 - La gestion des risques naturels ;
 - La réalisation d'actions favorables à la biodiversité forestière ;
 - La participation du projet à la valorisation du massif forestier, notamment :
 - La performance du bilan énergétique du projet, le plus économe possible ;
 - Le bilan carbone du projet sur toute la durée d'installation, le moins impactant possible ;
 - Les outils offerts par le candidat pour accompagner l'ONF dans ses démarches de communication sur le projet.
- c. **La prise en compte des réglementations applicables au site (enjeux du site) :**
 - Au titre de l'urbanisme ;
 - Au titre des risques naturels ;
 - Au titre de la sécurité incendie ;
 - Au titre des espèces et espaces protégés.

ARTICLE 9 - Appréciation des offres

L'ONF dispose d'un large pouvoir d'appréciation des offres au travers des critères précités.

L'ONF attribuera le contrat aux offres apportant la réponse la plus qualitative et la plus conforme à l'objet de la consultation et la plus respectueuse de la réglementation de l'ONF.

ARTICLE 10 - Phase d'audition des candidats et de négociation

Après un premier classement des offres, l'ONF se réserve la possibilité de procéder à des négociations avec les 2 candidats les mieux classés au stade de l'analyse initiale.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'ONF peut choisir de ne pas procéder à des négociations, d'où l'intérêt pour les candidats de fournir leur meilleure offre dès la remise de leur offre initiale.

Les conditions du déroulement de la phase d'audition seront communiquées aux candidats par mail leur indiquant précisément les modalités de cette audition (date, heure, durée, lieu, contenu).

Les candidats peuvent également être interrogés par courriel ou via le profil acheteur de l'ONF et doivent répondre dans les conditions de forme et de délai fixés par les documents de consultation.

Dans les deux cas, les candidats devront confirmer impérativement leurs nouvelles propositions par écrit, dans le délai fixé par l'ONF, sous peine d'être déclarés défaillant au titre de la consultation.

En cas d'acceptation par l'ONF des résultats de la négociation, les candidats sont invités à compléter dans les meilleurs délais leur offre en fonction des éléments de négociation.

ARTICLE 11 - Classement des offres

Les offres des candidats seront notées et classées en fonction des critères d'analyse des offres prévus à l'article 8 du présent dossier de consultation.

Les offres ayant obtenu le même nombre de points seront départagées en fonction du plus grand nombre de points obtenus sur les critères comportant les taux de pondération les plus élevés.

ARTICLE 12 - Notification aux candidats

L'ONF informera le candidat retenu par courrier.

ASPECTS JURIDIQUES DE L'APPEL À PROJETS

ARTICLE 13 - Engagement des candidats

Les candidats s'engagent à :

- Présenter des dossiers d'offre de façon exhaustive et sincère ;
- Répondre promptement à toutes éventuelles demandes complémentaires de l'ONF relatives à leur offre ;
- En cas d'acceptation de leur offre, participer à d'éventuelles opérations de communication interne ou externe relatives à leur projet. Le porteur de projet ne pourra toutefois être cité nommément dans une communication externe qu'avec son accord exprès et préalable ;
- En cas d'acceptation de leur offre, porter toutes les opérations de communications, institutionnelles et auprès du public, relatives à leur projet sans mettre en cause l'ONF.

ARTICLE 14 - Confidentialité

- L'ONF s'engage à préserver la confidentialité des informations communiquées par les candidats dans le cadre du présent appel à projets.
- Les candidats s'engagent à préserver la confidentialité des informations concernant le fonctionnement interne de l'ONF dont ils pourraient avoir connaissance dans le cadre de la procédure.

ARTICLE 15 - Frais de participation et rémunération

- La participation à l'appel à projets est gratuite : aucun frais de participation n'est dû.
- Tous les frais engendrés par la candidature des porteurs de projet (frais de déplacement, de constitution de dossier, etc...) restent à leur charge.
- En aucun cas, l'ONF ne dédommagera le candidat notamment pour les déplacements ou les expertises mobilisées.

ARTICLE 16 - Responsabilités et engagements de l'ONF

- L'ONF est libre de modifier à tout moment le calendrier et/ou le déroulement des différentes étapes de la procédure. Dans cette hypothèse, les candidats en sont informés.
- La responsabilité de l'ONF ne pourra être engagée pour quelques motifs que ce soient, y compris relatifs au contenu du Dossier de consultation et ses annexes.
- L'activité envisagée sur le site de cet appel à projet ne constitue qu'une première indication d'utilisation, fondée sur la seule expérience de l'ONF. Cet avis d'opportunité ne pourrait engager l'ONF ni sur l'aboutissement des autorisations tierces nécessaires pour la réalisation des activités, ni sur l'acceptation du projet par la collectivité.

ARTICLE 17 - Appel à projets sans suite

L'ONF se réserve le droit de ne pas donner suite à l'appel à projet ou de déclarer l'appel à projet sans suite, sans avoir à en justifier.

Dans le cas où l'ONF ne sélectionnerait aucun projet parmi les offres déposées, aucune indemnité ni aucun remboursement des frais engagés ne pourra être réclamé par les candidats.

--oOo--

Paraphe sur toutes les pages, mention manuscrite « lu et approuvé »

Mention manuscrite : « lu et approuvé »

Date, Signature et tampon du candidat

Termes et définitions

Autorisation Environnementale	Autorisation mentionnée au I de l'article L. 181-1 du code de l'environnement.
Candidat	Personne physique ou morale désignée par le formulaire d'identification
Exploitant	La personne titulaire de l'autorisation d'exploiter mentionnée à l'article L. 311-1 du code de l'énergie.